



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **SALLE POLYVALENTE LA GRANGE AUX DIMES  
ERP N° 488 00002 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **PLACE ALBERT LEMARIGNIER**

ACTIVITE(S) : **SALLE POLYVALENTE**

TYPE(S) : **L / N**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

Le 9 juillet 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 3 juin 2024.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE  
ARRONDISSEMENT DE CAEN

à la poursuite de l'exploitation

**AVIS FAVORABLE**

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :

Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

**Pierre CAVARO**

Document annexe comportant...5... feuillets et  
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 18/09/2024

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20240912-ARR2024\_539

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de Carence  
de la commission de sécurité  
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **SALLE POLYVALENTE LA GRANGE AUX DIMES  
ERP N° 488 00002 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MAIRIE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **PLACE ALBERT LEMARIGNIER**

ACTIVITE(S) : **SALLE POLYVALENTE**

TYPE(S) : **L / N**

CATEGORIE : **2<sup>ème</sup>**

Le 9 juillet 2024, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 3 juin 2024.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

REÇU EN PREFECTURE

le 18/09/2024

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-2024 0912-ARR2024\_539



**PREFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : BG/FM/2024 – VP030624 – Salle Polyvalente La Grange Aux Dimes - Ouistreham  
Affaire suivie par : Lieutenant Bertrand GILLETTE  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

## DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.  
Salle Polyvalente La Grange Aux Dimes – Place Albert Lemarignier à Ouistreham  
ERP N° E 488 00002 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.  
PV d'étude de la commission en date du 26 octobre 2021.

Le 3 juin 2024, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

### Etaient présents :

M. MAUGER	: Adjoint au Maire de la ville d'Ouistreham.
Mme ROCHAS	: DST de la ville d'Ouistreham.
Ltn. GILLETTE	: Préventionniste au S.D.I.S.
M. BOUTEILLE	: Responsable Technique.
ADJ. LE TONQUEZE	: Gendarmerie Nationale.

**DESCRIPTION**

Le présent rapport a pour objet la salle polyvalente « La Grange aux Dîmes », Place Albert LEMARIGNIER à Ouistreham.

Depuis la dernière visite périodique datée du 7 juin 2021 le PC 014 488 21 R 029 a été déposé, ayant pour objet le remplacement des menuiseries, sans modification de leurs caractéristiques. Les travaux sont réalisés partiellement.

L'établissement implanté en zone urbaine, est accessible à partir de la place Albert LEMARIGNIER, sur deux façades.

La distribution intérieure traditionnelle établie sur R + 1 permet d'obtenir :

- 1 salle polyvalente de 190 m<sup>2</sup> plus une mezzanine.
- 7 salles totalisant 344 m<sup>2</sup> à usage d'audition, conférences, réunions et associations disposées de la manière suivante :
  - 3 salles au rez-de-chaussée, une cuisine, locaux réserves, sanitaires.
  - 3 salles au 1<sup>er</sup> étage dont une salle de danse uniquement réservée aux associations et un local de stockage (ancienne petite salle).

L'établissement est doté d'une alarme de type 4.

**EFFECTIF**

Selon l'article L 2 de l'arrêté du 05 février 2007 et à raison de 3 personnes par m<sup>2</sup> pour la salle de 190 m<sup>2</sup> et une personne par m<sup>2</sup> pour les 7 salles totalisant 344 m<sup>2</sup>, l'effectif du public susceptible d'être accueilli est de **914 personnes**.

**CLASSEMENT**

L'établissement, du 1<sup>er</sup> groupe et de types L / N, est à classer en 2<sup>ème</sup> catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêtés des 05 février 2007 et 21 juin 1982 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types L / N ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

**ESSAIS :**

**LES ELEMENTS DE SECURITE** : Sans alimentation électrique

Alarme : concluant

Eclairage : concluant

Ligne téléphonique: concluant

## I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité en et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE	14/06/2023	Socotec (1 obs. levée)
GAZ		
Installation électriques	11/07/2023	Socotec (27 obs. levée partiellement)
GRANDES CUISINES		
SSI – ALARME	27/07/2023	Socotec (1 obs. levée)
EXTINCTEURS	30/06/2023	LPSécurité
Cuisine	15/04/2024	Sapian
INSTRUCTION DU PERSONNEL	Tout au long de l'année	Réalisé en régie
D.A.E	23/05/2024	Verif. en régie

## II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Prescriptions anciennes

- 1) Remettre en état le moyen d'alerte en s'assurant de son fonctionnement en cas de coupure de l'alimentation électrique (art. MS 70 et R. 143-41 du CCH). Levée
- 2) Doter l'établissement d'un Défibrillateur Automatisé Externe (DAE). Signaler efficacement son positionnement à chaque entrée de l'établissement. Procéder régulièrement aux opérations de maintenance de l'appareil conformément à l'article R. 5212-25 du code de la Santé publique et consigner cette vérification sur le registre de sécurité (Décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018). Levée
- 3) Installer des ferme-portes sur les portes des locaux techniques (réserves, stockage) au rez-de-chaussée entre les salles 1 et 2 puis celui de l'étage, puis les identifier (art. CO 28, MS 41 et R. 143-41 du CCH). Levée
- 4) Placer les extincteurs à hauteur réglementaire, poignée de portage à 1 m 20 du sol (art. MS 39, R. 143-41 du CCH). Levée
- 5) Remettre en fonction les BAES de l'issue de secours dans la grande salle (porte principale) (art. EC 15). Levée

Suite à l'examen du registre de sécurité

- 1°) Tenir à jour le registre de sécurité (art. R.143-44 du règlement de sécurité)
- 2°) Pérenniser les actions de formation mises en place par le SSIAP 1 de la commune, en assurer le suivi et le mentionner au registre de sécurité. (art. MS 48 et MS 51 du règlement de sécurité)

Prescriptions permanentes

- a) Tenir à jour sur le registre de sécurité les formations à la sécurité du personnel et assurer à chacun d'eux, les actions de formation leur permettant de connaître
  - la conduite à tenir en cas d'incendie
  - la manipulation des moyens de secours,
  - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
  - l'accueil des engins de secours
  - le positionnement des points de rassemblement sur le site

le 18/09/2024

- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux exigences de réaction au feu demandées par les dispositions de l'article PE 1322 du R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation et articles AM du 25 juin 1980.  
Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité des dégagements, permanente et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35, CO 37 et CO 38).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).
- h) Pour les locations de salle: Prévoir un cahier des charges précisant aux locataires: le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.
- i) Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

*Le groupe de visite propose un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.*

### III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

IV) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de plan d'intervention, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH- articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

\*\*\*\*\*